

samedi, 30 mai 2015 18:06

Pourquoi l'Occident joue-t-il la carte d'Al-Qaïda et d'ISIS



IRIB- Les ennemis d'ISIS ne sont pas à la fête.

L'État islamique a réussi un parfait tour du chapeau*, en envahissant la ville stratégique de Ramadi, dans la province irakienne, à majorité sunnite d'Al-Anbar, en occupant Palmyre, le joyau historique de la Syrie, et en prenant Al-Tanf, le dernier point de passage frontalier avec l'Irak. La «coalition» multinationale, menée par les Américains, et créée, en août dernier, pour contrecarrer l'avancée de l'État islamique, (EI, anciennement, ISIS), en Syrie et en Irak ... n'a rien fait. Bagdad et Washington s'accusent, donc, maintenant, mutuellement, de dormir au travail. Le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a décoché le premier coup bas, dimanche, dans une interview à CNN : «Ce qui est arrivé, est, apparemment, que les soldats irakiens n'ont montré aucune volonté de se battre. Ils étaient beaucoup plus nombreux que les assaillants. Et, donc, je crois... que le problème, c'est la volonté des Irakiens de se battre et de se défendre». Carter doit avoir oublié que les Irakiens ont réussi à empêcher ISIS d'entrer, à Ramadi, pendant près de 18 mois. Il a, aussi, oublié que ce sont les Irakiens, qui ont défendu et/ou repris Amerli, Suleiman Beg, Tuz Khurmatu, Jurf al-Sakhar, Jalula, Saadiyah, Khanaqin, Muqadiyah, Baquba, Udham Dam, Tharthar Dam, Habbaniyah, Haditha, Al-Baghdadi, le barrage de Mossoul, Mont Sinjar, Zoumar, Erbil, Gwer, Makhmur, des dizaines de villages chrétiens, dans les plaines de Ninive, Tikrit, Samarra, Balad, Dhuluiya, Doujaïl, Ishaqi, Al-Alam, Al-Dour, Albu Ajil, Awja, Al- Mutassim, Mukayshifa, Ajil et les champs pétrolifères d'Alas, les montagnes Hamrin, la raffinerie de pétrole de Baïji, des dizaines de villages, dans les provinces de Salaheddine, Diyala, Kirkouk, Anbar et Babil - et la capitale, Bagdad. Les Irakiens ont rétorqué. Hakim al-Zamili, un important membre du parlement, a imputé la responsabilité de la chute de Ramadi, aux États-Unis, qui n'ont pas fourni «l'équipement, les armes et le soutien aérien nécessaires» aux troupes. Le vice-Premier ministre Saleh Mutlaq, qui est un Sunnite, originaire de la

province d'Al-Anbar, a déclaré que l'action des Américains était déficiente, dans tous les domaines : «Les frappes aériennes de la coalition sont insuffisantes, pour éliminer l'EI». Et il a ajouté que la politique américaine de recruter des tribus sunnites, pour la guerre, venait «trop tard» - que c'était «important, mais pas suffisant». En matière d'euphémisme, on ne peut pas mieux faire. L'objectif, annoncé depuis longtemps, par Washington, consistant à réunir une force de combat sunnite, triée sur le volet - ou son équivalent, sous la forme d'une garde nationale - a, toujours, servi d'alibi, pour leur éviter d'affronter les réalités. Une chose que nous avons apprise, au fur et à mesure que l'EI prenait des petites et des grandes villes sunnites, est que le groupe extrémiste se targue d'avoir des cellules dormantes et des alliés, à l'intérieur de ces zones. Les tribus, comme les familles sunnites, sont divisées sur la question du soutien à l'EI. Et les assaillants veillent à ce que tout le monde se soumette, en terrorisant les populations, par tous les moyens. Donc, la probabilité de la formation imminente d'une importante force de combat sunnite, bien formée et bien équipée, est à peu près nulle. Toute aussi nulle est la probabilité que la coalition aérienne, menée par les USA, parvienne à paralyser l'État islamique. Washington a opéré moins de frappes, en Syrie et en Irak, en neuf mois, qu'Israël, pendant son opération-éclair de trois semaines, à Gaza, en 2008-09. Où étaient les bombardiers américains, quand Ramadi et Palmyre sont tombées ? Et pourquoi l'US Air Force ne semble s'engager, sérieusement, que lorsque leurs alliés kurdes sont menacés - comme, à Kobani, (Ain al-Arab, en Syrie, et à Erbil, en Irak ? Les calculs des États-Unis concernant la Syrie et l'Irak. S'il est vrai que les actions en disent plus long que les paroles, alors, les mouvements de Washington, au Moyen-Orient, sont très très explicites. Oubliez les discours sur un «Irak unifié», avec un «gouvernement central fort». Et oubliez, aussi, l'objectif, annoncé à grand bruit, de «former des forces modérées», pour «chasser l'EI» de Syrie, à travers les frontières jordaniennes et turques. Ce ne sont que des mots. Si l'on prend, objectivement, en compte les intérêts américains, dans la région, une image, totalement, différente se dégage. Les Américains cherchent à maintenir leur hégémonie absolue, au Moyen-Orient, même lorsqu'ils mettent fin aux occupations militaires coûteuses de l'Irak et de l'Afghanistan. Leurs intérêts primordiaux sont : 1) se procurer du pétrole et du gaz, au moindre coût, 2) soutenir Israël, et, plus récemment, 3) saper l'influence russe, (et chinoise), dans la région. Maintenir leur hégémonie s'avèrerait beaucoup plus facile, sans la présence d'une République islamique d'Iran, puissante et indépendante, qui continue de contrecarrer nombre des projets de Washington, dans la région. Donc, leur hégémonie dépend, en partie, de l'affaiblissement de l'Iran et de ses alliés. En éliminant Saddam Hussein, en Irak, les États-Unis ont étendu, sans le vouloir, l'arc d'influence géographique de l'Iran, jusqu'à la la Palestine, ce qui a rendu le projet colonial israélien plus vulnérable. L'ancien Président George W. Bush s'est, immédiatement, attelé à la tâche d'anéantir cet axe de Résistance, en essayant de neutraliser les alliés iraniens, que sont le Hezbollah, la Syrie et le Hamas - et il a échoué. Le printemps arabe a offert une nouvelle opportunité : les États-Unis, <code>, et leurs alliés turcs et du golfe Persique sont passés à l'action, pour créer les conditions d'un changement de régime, en Syrie. L'objectif ? Briser la continuité géographique - à travers l'Irak, la Syrie et le Liban - entre l'Iran et la Palestine. Lorsque le plan de changement de régime a échoué, on est passé au plan 2 : diviser la Syrie en plusieurs entités concurrentes, ce qui affaiblirait l'État central et créerait une «zone tampon» pro-américaine, le long de la frontière avec Israël. Diviser l'Irak, pour affaiblir son gouvernement central, en attisant les clivages entre les Kurdes, les Sunnites et les Chiites, a, également, été une priorité, pour les Américains. Il suffit de regarder ce que les États-Unis ont fait, récemment, en Irak, pour voir en quoi consiste, exactement, ce plan secret. Les frappes aériennes de Washington les plus intensives, à ce jour, ont eu lieu, quand la ville kurde d'Erbil et ses environs ont été menacés par l'ISIS. Le Congrès a violé toutes les normes internationales, en votant une loi, pour armer, directement, les milices sunnites et kurdes, et contourner le gouvernement central de Bagdad. Et en dépit d'innombrables promesses et d'engagements, les Américains ont échoué à former et équiper, efficacement, l'armée et les forces de sécurité irakiennes. Un Irak faible et divisé ne risque pas de devenir une puissance régionale alliée à l'Iran et à l'axe de la Résistance. Pas plus qu'une Syrie faible et divisée. Mais, sans contrôle étasunien sur ces gouvernements centraux, la seule façon d'y parvenir est de créer, 1) un conflit sectaire et ethnique, qui entraînerait la formation de zones-tampons pro-américaines, à l'intérieur des États de la Résistance et/ou, 2) une «zone tampon sunnite» hostile, qui briserait la continuité géographique entre l'Iran et la Palestine. Aujourd'hui, la «zone-tampon sunnite de l'Amérique est

l'État islamique. Le général Walid Sukariyya, un membre sunnite pro-Résistance du parlement libanais, dit la même chose : «Il vaut mieux, pour les États-Unis et Israël, avoir ISIS, que d'avoir un Iran, un Irak et une Syrie forts... S'ils parviennent à leurs fins, l'État sunnite, en Irak, séparera l'axe de la Résistance de la Palestine». Washington cherche, depuis longtemps, à créer une zone tampon, en Irak, à la frontière syrienne, cela fait, littéralement, des années, qu'il essaie – sans résultats – de trouver, puis, de formater des dirigeants irakiens sunnites représentatifs, susceptibles de s'aligner sur les États-Unis. Un exemple en est la délégation d'Al-Anbar que le général américain, John Allen, avait sélectionnée, en décembre dernier, pour une visite, à Washington, et qui excluait les représentants des deux plus importantes tribus sunnites, qui combattent contre l'EI, en Irak – les tribus Albu Alwan et Albu Nimr. Un porte-parole des tribus s'en est plaint au journal "Al-Jarida" : «Nous nous battons contre ISIS et nous sommes massacrés, parce que nous manquons d'armes. Et, pendant ce temps-là, il y en a qui vont à Washington chercher des fonds, et qui seront, plus tard, désignés, pour être nos dirigeants». Mais pourquoi ignorer les groupes sunnites, qui sont tout à fait opposés à l'EI ? Ne sont-ils pas les alliés naturels de l'Amérique, en Irak ? Les groupes extrémistes takfiris servent les objectifs de Washington. L'EI a eu la possibilité – au contraire des factions sunnites concurrentes, avec leurs listes sans fin de demandes venant de Bagdad - de transformer le projet de «zone-tampon» des États-Unis en une réalité concrète. Et Washington n'a pas besoin de prodiguer son sang, son argent, ni sa force de travail, pour réaliser le job. La semaine dernière, le groupe de surveillance étatique, Judicial Watch, a publié un document secret, (maintenant déclassifié) de 2012, de la Defense Intelligence Agency, (DIA), qui révèle les calculs américains, en Syrie. Écrit, seulement, 16 mois après le début du conflit syrien, qui dure, depuis 50 mois, le document de la DIA, profondément, expurgé, divulgue les éléments clés suivants : «Les Salafistes, les Frères musulmans et AQI, (Al-Qaïda, en Irak), sont les principaux moteurs de l'insurrection, en Syrie». «L'Occident, les pays du Golfe et la Turquie soutiennent l'opposition». Le gouvernement syrien a décidé de privilégier la sécurisation des zones pro-gouvernementales et des principales voies d'accès, ce qui signifie que «le régime a diminué sa concentration, dans les zones touchant la frontière irakienne, (Al-Hassaka et Deir ez-Zor)». «Les forces d'opposition tentent de contrôler les régions de l'Est, (Hassaka et Deir ez-Zor), touchant la frontière occidentale irakienne, (Mossoul et Anbar) ... Les pays occidentaux, les pays du Golfe et la Turquie appuient leurs efforts». «La détérioration de la situation ... crée l'atmosphère idéale, pour que AQI revienne à ses anciens bastions de Mossoul et Ramadi ...». Si la situation se dégrade, il y a la possibilité d'établir une Principauté salafiste, déclarée ou non, dans l'Est de la Syrie, et c'est, exactement, ce que veulent les puissances, qui soutiennent l'opposition, afin d'isoler le régime syrien, qui est considéré comme le nœud stratégique de l'expansion chiïte, (l'Irak et l'Iran)». Le mémoire de la DIA indique, clairement, que l'escalade du conflit, en Syrie, engendrera davantage de sectarisme et de radicalisation, ce qui augmentera la probabilité d'un «Etat islamique», à la frontière syro-irakienne, qui serait, probablement, dirigé par l'État islamique d'Irak, (ISIS). Qu'est-ce que les officiels de Washington ont fait, quand ils ont reçu ce rapport ? Ils ont menti. Moins d'un mois après que le rapport de la DIA leur eut été remis, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a déclaré ceci au Comité des relations étrangères du Sénat, à propos de l'opposition syrienne : «Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que l'essentiel de l'opposition fait partie d'Al-Qaïda, des méchants. Ce n'est pas vrai. Il y a, environ, 70.000 à 100.000 opposants ... 15 à 25 % d'entre eux appartiennent, peut-être, à ces groupes que nous considérons comme mauvais... Mais il existe une véritable opposition modérée». Grâce à l'histoire fabriquée des «rebelles modérés», qui ont besoin d'aide, pour lutter contre un «régime syrien criminel», le gouvernement américain a maintenu l'intensité du conflit syrien, en sachant très bien que le résultat serait la création d'une entité extrémiste sunnite enjambant la frontière syro-irakienne ... ce qui pourrait paralyser, ce que les Américains appellent «le nœud stratégique de l'expansion chiïte». Max Abrahms, qui est membre du Conseil américain des relations étrangères et spécialiste du terrorisme, a reconnu, sur Twitter, que : «Le rapport de la DIA du 5 août 2012 confirme une grande partie de ce que Assad dit, depuis le début, sur ses adversaires de l'intérieur, comme de l'extérieur». Comment lutter contre ce «monstre de Frankenstein» Américain. Depuis l'année dernière, de nombreux responsables irakiens se plaignent du parachutage étasunien d'armes à l'EI – délibéré ou accidentel, la question n'est pas tranchée. Par contre, des sources militaires ont, clairement, indiqué que la coalition, menée par les États-Unis, ignore la plupart des demandes

irakiennes de couverture aérienne de ses opérations au sol. Si les États-Unis ne veulent pas coopérer à la lutte existentielle de l'Irak contre l'EI, alors, pourquoi s'embêter avec les Américains ? Le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi est considéré comme un chef d'État «faible» - un fonctionnaire, relativement, pro-américain, qui s'efforce de maintenir l'équilibre entre les intérêts américains et ceux du puissant voisin de l'Irak, l'Iran. Mais après la chute désastreuse de Ramadi et d'autres mauvaises nouvelles venant de Syrie, Abadi n'a guère d'autre choix que de limiter les pertes, et vite. Le Premier ministre a ordonné le déploiement de milliers de miliciens de Hashd al-SHAABI, (groupes paramilitaires chiïtes, communément, appelés Forces de mobilisation populaire), dans la province d'Al-Anbar, pour reprendre le contrôle de Ramadi. Ceci, avec l'exceptionnelle bénédiction des tribus sunnites d'Al-Anbar, qui ont voté, massivement, pour demander le soutien militaire de Hashd. Quelques milliers de combattants sunnites ont rejoint les miliciens de Hashd, apportant leur sceau à cette décision politique. Si l'opération de Ramadi réussit, cet effort conjoint entre Sunnites et Chiïtes, (qui a, également, été couronné de succès, à Tikrit), pourrait fournir à l'Irak un modèle à multiplier, autant que possible. Les pertes récentes, en Syrie et en Irak, ont galvanisé les opposants de l'EI, du Liban à l'Iran, en passant par la Russie, et les armes, les hommes et les fonds affluent. Si Ramadi est reprise, ce regroupement continuera, sans doute, sa progression et tentera d'arriver à la frontière syrienne, à travers le territoire de l'EI. Il y a une bonne raison à cela : les assaillants qui ont pris Ramadi sont passés à travers la frontière syrienne – au vu et au su des appareils de reconnaissance américains. Un haut fonctionnaire d'un État de la Résistance m'a dit, plus tôt, dans l'année : «Nous ne laisserons pas se former une grande zone démographique et géographique, (extrémiste), entre la Syrie et l'Irak. Nous allons travailler à repousser l'EI syrien, en Syrie, et l'EI irakien, en Irak». À l'heure actuelle, le renforcement des capacités militaires irakiennes est la clé qui permettra de repousser les Takfiris vers les zones d'opérations syriennes de l'Est et du Nord-Ouest de la Syrie. Et la priorité absolue sera de détruire «la zone de tampon de l'EI» entre les deux pays. Il y a dix-huit mois, j'ai écrit un article sur la meilleure manière de lutter contre les militants jihadistes, depuis le Levant, jusqu'au golfe Persique, que la solution, pour gagner la lutte, devait être élaborée, dans la région, en particulier, au sein des États, dont la sécurité est la plus compromise ou la plus menacée : le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran. J'ai dit que ces quatre États seraient obligés d'augmenter leur coopération militaire, à mesure que la guerre s'intensifierait, et qu'ils seraient les seuls à mettre des «bottes, sur le terrain». Et c'est ce qui va se passer. Mais la couverture aérienne est une composante nécessaire à la réussite des opérations offensives, même, dans des situations de guerre non conventionnelle. Si les États-Unis et leur piètre coalition ne peuvent pas ou ne veulent pas fournir le renseignement et la couverture aérienne nécessaires, sous la direction d'un commandement militaire central irakien, alors, l'Irak devra chercher de l'aide ailleurs. On pense, alors, à l'Iran et à la Russie – et c'est, peut-être, ce qui arrivera. L'Irak et la Syrie doivent fusionner leurs stratégies militaires, plus efficacement - encore une fois, c'est un domaine où les Iraniens et les Russes peuvent fournir une expertise précieuse. Les deux États se sont heurtés à un mur dangereux, ces dernières semaines, et ils sont, certainement, prêts à agir vite et fort. Le groupe de Résistance libanais, le Hezbollah, s'implique, aussi, de plus en plus - son secrétaire général, Hassan Nasrallah, a, récemment, assuré que le Hezbollah ne se limiterait plus géographiquement, et qu'il irait là où c'est nécessaire, pour contrecarrer l'ennemi Takfiri. Les acteurs non étatiques, qui constituent le noyau jihadiste et takfiri ne peuvent pas être battus par des armées conventionnelles, et c'est la raison pour laquelle les milices locales, habituées à la guerre asymétrique, sont les mieux adaptées, pour ces batailles. En manière de critique contre la réponse tout à fait inexistante des États-Unis à la débâcle de Ramadi, hier, Qassem Suleimani, le commandant de la Force élite iranienne, Qods, souligne : «Aujourd'hui, il n'y a personne qui s'oppose à [l'EI], à l'exception de la République islamique d'Iran et des pays voisins de l'Iran ou soutenus par l'Iran». Les Iraniens sont devenus des figures centrales, dans la lutte contre le terrorisme, et ils sont aux premières loges – contrairement à Washington, qui se trouve à quelque 10 000 km. Si les États-Unis voulaient, vraiment, combattre le terrorisme, il leur faudrait se concentrer sur des activités non-combattantes, mais essentielles, pour saper l'extrémisme : 1) sécuriser les frontières turques et jordaniennes, pour empêcher l'infiltration de Jihadistes, en Syrie et en Irak, 2) sanctionner les pays et les individus, qui financent et militarisent les Takfiris, et qui sont, pour la plupart, de fidèles alliés des États-Unis, qui font, maintenant, ironiquement partie de la «coalition», pour lutter contre l'EI, et 3) échanger des

renseignements cruciaux, sur les mouvements jihadistes avec les pays engagés dans la bataille. Il est temps d'arrêter l'hémorragie et de rallier quelques poids lourds à la bataille contre l'extrémisme. Si la coalition, dirigée par les États-Unis, ne veut pas opérer de frappes aériennes, sous le commandement explicite des États souverains, engagés à grand risque, dans cette lutte, il est, peut-être, temps de chasser de l'espace aérien irakien et syrien, les avions de guerre de la coalition, et d'ouvrir notre ciel à des partenaires sérieux. Note :* Le coup du chapeau ou tour du chapeau (au Canada français) (en anglais : hat-trick) est un terme sportif d'origine anglophone, associé à trois actions décisives faites par le même pratiquant, au cours d'un unique événement sportif (Wikipedia)27 mai - Russia Today